

ABONNEMENT

Saumur	
Un an . . . . .	25 fr.
Six mois . . . . .	13
Trois mois . . . . .	7
Poste	
Un an . . . . .	30 fr.
Six mois . . . . .	16
Trois mois . . . . .	8

On s'abonne

A SAUMUR  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste  
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

# L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . . .	20
Réclames, — . . . . .	30
Faits divers, — . . . . .	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.  
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire  
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 19 NOVEMBRE

## Un toast de M<sup>r</sup> Lavigerie

On lit dans l'Anjou :

« Nous avons reproduit, il y a quelques jours, un discours sous forme de toast dans lequel S. Em. le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger, faisait une adhésion absolue et sans arrière-pensée à la République, invitant le clergé et les catholiques à suivre son exemple.

C'était le jour même où une loi qu'on pourrait qualifier de sacrilège contraignait nos séminaristes à entrer dans la caserne pour y faire le service militaire, au mépris du Concordat et des immunités de l'Eglise, en violation des maximes de l'équité et du droit naturel.

Il va sans dire que la presse républicaine a couvert d'applaudissements les paroles de l'éminent Prélat; elle était dans son rôle; mais, puisqu'on semble faire aux catholiques un devoir de patriotisme d'adhérer formellement à la République, c'est leur droit d'examiner avant tout si les intérêts de la religion et du pays leur permettent de répondre à cet appel.

« L'épreuve est faite, dit M<sup>r</sup> Lavigerie, et le moment est enfin venu de le déclarer. » Oui, l'épreuve est faite, cela est vrai; mais quelle épreuve, grand Dieu!

La religion chrétienne bannie de toutes les écoles primaires; les manifestations extérieures du culte interdites dans la plupart des grandes villes; les religieux expulsés de leurs couvents et leurs chapelles fermées; les sœurs de charité chassées des hôpitaux de Paris; le clergé mis à la porte des Bureaux de bienfaisance et de toutes les commissions hospitalières; nos prêtres menacés de perdre leur modique traitement sur la délation du premier venu et au moindre caprice ministériel; les catholiques pratiquants exclus de toutes les fonctions civiles, judiciaires et administratives; l'athéisme social devenu, en droit comme en fait, le mot d'ordre du régime, à tel point que, depuis le premier jusqu'au dernier magistrat de la République, aucun n'ose même plus prononcer en public le nom de Dieu; et tout cela, sans qu'il apparaisse le moindre signe d'un changement quelconque dans les dispositions du parti dominant; oui, vraiment, la République a fait ses preuves, et le moment est enfin venu de déclarer hautement que c'est le devoir du clergé et des catholiques d'adhérer sans réserve et sans arrière-pensée à un régime qui s'est signalé à leur reconnaissance par de tels bienfaits!

« Il faut entrer dans l'édifice lui-même », ajoute M<sup>r</sup> Lavigerie. Soit; mais à une condition, c'est de n'être pas obligés de laisser à la porte la dignité, la conscience et l'honneur. Or, c'est le sacrifice de ces grandes choses que tous les républicains, sans exception, imposent aux catholiques avant de leur permettre d'entrer dans l'édifice. Vous accepterez les lois scolaires et la loi militaire sans aucune arrière-pensée d'y toucher, nous crient-ils, d'une seule et même voix, depuis M. Ribot jusqu'à M. Clémenceau, ou bien vous resterez à la porte.

C'est là un fait indéniable, qui se reproduit pour chaque élection, dans toutes les manifestations de la vie publique. Eh bien, quel est donc le prêtre, quel est donc le catholique digne de ce nom, qui pourrait se résigner à acheter le droit d'entrer dans l'édifice républicain au prix d'une adhésion à l'école sans Dieu et à la maxime: « les curés sac au dos! » Or, sans cette adhésion formelle, la porte reste impitoyablement fermée: cela se voit tous les jours.

L'illusion de M<sup>r</sup> Lavigerie, qu'il nous permette de le lui dire respectueusement, c'est de croire que la République, en France, est une simple forme de gouvernement, comme ailleurs, en Suisse et aux Etats-Unis, par exemple, et non pas une doctrine, une doctrine foncièrement et radicalement contraire à la doctrine chrétienne. Sans doute, alors même qu'elle ne serait qu'une simple forme de gouvernement, il serait encore permis de se demander si elle a pour elle le droit; si elle est le droit historique et national; si une possession de quinze ou vingt années peut prescrire légitimement contre une tradition de quatorze siècles; s'il est raisonnable de voir « la volonté du peuple nettement affirmée », selon le mot du Prélat, dans une série de trois ou quatre élections équivoques, portant sur des personnes déterminées plutôt que sur le régime lui-même, élections d'ailleurs trop souvent frelatées, et dont le résultat est dû pour une bonne part à l'inqualifiable pression de manœuvriers sans scrupules, absolument dépourvus de sens moral, et sachant mettre à profit les moyens d'action que leur fournit l'excessive centralisation de l'Etat français. Il faudrait n'avoir rien vu de tout ce qui s'est passé dans ces derniers temps pour oser prétendre que cette manipulation du suffrage universel et cet escamotage de votes, trois ou quatre fois renouvelés, avec l'appui de toute une armée de fonctionnaires, équivalent à « une volonté du peuple nettement affirmée. »

Mais laissons ce côté de la question, bien qu'il ait aussi son importance. Car enfin, comment M<sup>r</sup> Lavigerie n'a-t-il pas vu quel parti l'on ne manquera pas de tirer de son « acceptation » si prompte et si facile contre le pouvoir temporel du Pape? Et, en effet, là aussi il y a eu des élections successives; il y a eu même un plébiscite. Si donc quinze ou vingt années, durant lesquelles les suffrages se seront échelonnés et toujours dans le même sens, suffisaient pour motiver « une adhésion sans arrière-pensée » à une forme de gouvernement, M. Crispi aurait beau jeu pour prétexter « d'une volonté du peuple nettement affirmée. » Nous savons bien que le pouvoir temporel du Pape repose sur un fondement beaucoup plus respectable que n'importe quelle autre souveraineté. Mais enfin le droit est le droit toujours et partout; et il peut paraître quelque peu imprudent d'énoncer, à Paris ou à Alger, des théories que nos adversaires ne se feront pas faute d'appliquer à Rome.

Quoi qu'il en soit à cet égard, une chose demeure incontestable, c'est que la République, en France, n'est pas comme ailleurs une simple forme de gouvernement acceptable en soi,

mais une doctrine, et une doctrine anti-chrétienne, dont l'idée mère est la laïcisation ou la sécularisation de toutes les lois, et de toutes les institutions, sous la forme de l'athéisme social. C'est ce qu'elle a été dès son origine, en 1792; c'est ce qu'elle était en train de devenir en 1848, pour peu qu'elle eût vécu; c'est ce qu'elle est à l'heure actuelle, en 1890. Les Pères blancs auraient beau jouer la *Marseillaise* autour d'elle du matin au soir, qu'elle ne changerait pas de nature, parce que si elle devenait autre chose, elle cesserait d'être la République française, c'est-à-dire la forme la plus radicale et la plus anti-chrétienne de la Révolution.

M<sup>r</sup> Lavigerie désire sans nul doute que la République française devienne plus tard autre chose que ce qu'elle est en ce moment. Evêque, son adhésion ne saurait être que conditionnelle, quoiqu'en disent les journaux républicains, qui lui font, en supposant le contraire, un outrage immérité. C'est évidemment à une République de l'avenir qu'elle s'adresse, et non à celle du présent. Pourquoi faut-il, cependant, qu'on ne trouve dans son discours aucune trace de réserves ni de conditions? Pareille omission est extrêmement regrettable, parce qu'elle donne lieu aux républicains de dire — ce qu'ils répètent tous en ce moment à l'envi les uns des autres — qu'il s'est enfin trouvé un évêque pour adhérer sans arrière-pensée à un régime inspiré et gouverné par la Franc-Maçonnerie.

Rien n'est assurément plus souhaitable que de voir se réaliser l'union de tous les enfants d'une même patrie. Mais c'est précisément la République qui rend cette union impossible, parce que, n'étant que la domination d'un parti au lieu d'être un gouvernement national, elle coupe la France en deux moitiés, et repousse comme autant d'ennemis tous ceux qui refusent de subir le joug de la Franc-Maçonnerie. M<sup>r</sup> Lavigerie parle de « conserver la paix, de sauver le culte, d'arracher le pays aux abîmes qui le menacent ». Mais, comment ne pas voir que c'est la République qui sème la division jusque dans le moindre village par ses lois scolaires, met les familles en lutte les unes avec les autres, menace le budget des cultes dont la suppression n'est qu'une affaire de temps entre opportunistes et radicaux, tous d'accord sur la question de principe, et qu'enfin elle nous conduit aux abîmes par l'effrayante démoralisation dont les écoles sans Dieu seront et sont déjà la source? Voilà pourquoi c'est faire œuvre de religion et de patriotisme, que de combattre un régime aussi funeste aux intérêts de l'Eglise qu'à ceux de la France.

M<sup>r</sup> Lavigerie a-t-il pesé toutes ces graves considérations avant d'adhérer si bruyamment, sans restriction, sans condition et sans arrière-pensée, à l'état de choses actuel? Il est permis d'en douter. Quant à nous, entre une République athée qui n'entend renoncer à aucune de ses erreurs et une monarchie chrétienne qui présenterait toutes garanties à la religion et à la patrie, notre choix est fait depuis longtemps. Aucune invitation, d'où qu'elle vienne, ne nous fera changer d'avis. »

## A LA CHAMBRE

Mardi soir, 18 novembre.

Un orage devait éclater, au cours de la séance, à en croire quelques pessimistes. L'interpellation de M. Laur, sur l'intervention de la Banque de France dans la crise financière de Londres, devait, assuraient-ils, donner lieu à une discussion mouvementée.

Les pronostics ne se sont point réalisés. Le ministre des finances avait promis d'accepter aujourd'hui l'interpellation de M. Laur, mais au dernier moment il s'est ravisé, et quand le farouche député boulangiste de Neuilly est monté à la tribune, M. Rouvier a déclaré qu'il ne voulait pas interrompre la discussion du budget.

Docile aux supplications ministérielles, la Chambre a donc renvoyé à un mois l'interpellation de M. Laur, mais cela n'a pas été sans peine.

Cramponné avec énergie à la tribune, M. Laur ne voulait pas descendre ni se taire; il a tenté de développer ses idées sur la crise financière traversée par l'Amérique et par l'Angleterre, il s'est efforcé d'obtenir de la Chambre quelques minutes d'attention, mais ces efforts ont été vains, les députés ont refusé de s'arrêter davantage sur cette question.

M. Laur, mécontent, s'est alors tourné vers M. Floquet et a proféré quelques mots qui se sont perdus dans le bruit, non sans toutefois qu'on ait entendu les deux premiers: Citoyen président.

Bien que se disant radical et ami du peuple, le président de la Chambre a fait la grimace. Après ce court incident, la Chambre a repris la discussion du budget des travaux publics, et, comme les jours précédents, sans s'arrêter aux amendements présentés par l'Opposition, elle a adopté les crédits proposés par la Commission.

MM. Thellier de Poncheville et Cunéo-d'Ornano ont demandé, sans succès, quelques réductions. D'autres orateurs de gauche ont présenté aussi quelques modifications, mais en vain.

Une proposition de M. Castelin sur des réductions à apporter dans l'embauchage des ouvriers étrangers dans les chantiers de l'Etat a été également repoussée et les chapitres ont succédé avec rapidité aux chapitres.

La majorité se hâte de plus en plus, et, sans examen sérieux, adopte le budget.

## INFORMATIONS

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Jules Roche a soumis les propositions d'augmentation de crédits qu'il va demander pour créer de nouveaux bureaux de poste et de télégraphe dans les départements, et améliorer la situation de certains facteurs.

Sont nommés: vice-amiral, M. le contre-amiral Lefèvre;

Contre-amiral, M. le capitaine de vaisseau Mequet;

Capitaines de vaisseau, MM. Caillard et Lormier;





